



Neuchâtel, le 22 février 2011

## Communiqué de presse

### Une initiative reçue Désormais, le gouvernement ne pourra plus court-circuiter le peuple

**Le Grand-Conseil neuchâtelois, dans la session du 22 février 2011, a déclaré l'initiative « Avenir des crêtes : au peuple de décider » matériellement recevable en tant qu'initiative constitutionnelle. C'est une bonne nouvelle parce que cela permettra sans doute d'ancrer, le moment venu, le caractère absolument fondamental pour les Neuchâteloises et Neuchâtelois de la protection des crêtes du Jura. Cela permettra de mener un débat de fond sur le sujet. Depuis et probablement grâce au lancement de notre initiative, les questions sur le problème de proportionnalité entre le saccage d'un paysage unique et la maigre production d'énergie sont désormais posées ouvertement.**

La balle est maintenant dans le camp du Conseil d'Etat, qui dispose d'un peu moins de deux ans pour se prononcer sur le fond et présenter des propositions au Grand Conseil.

Le président du Conseil d'Etat ayant annoncé publiquement qu'il irait de l'avant quoi qu'il advienne, le comité d'initiative prévient le gouvernement qu'il n'est pas disposé à laisser bafouer la démocratie sur ce point. Le concept éolien 2010 du Conseil d'Etat ne doit pas être mis en œuvre avant que le peuple ne se soit clairement et valablement exprimé.

Du point de vue formel et conscient de l'éventualité de l'irrecevabilité de l'initiative en tant qu'initiative législative, le comité avait dûment veillé à récolter un nombre de signatures suffisant pour une initiative constitutionnelle (6'000, au lieu de 4'500 pour une initiative législative). Bien lui en a pris, comme on le voit !

Le Comité d'initiative commence dès à présent son travail de conviction auprès des Neuchâteloises et Neuchâtelois : les crêtes du Jura représentent, à ses yeux, un patrimoine exceptionnel qu'il convient de protéger des appétits financiers de brasseurs de vent quels qu'ils soient.

Pour tout renseignement complémentaire :

Félix Gueissaz  
Membre du Comité d'initiative  
078 790 45 80  
felix.gueissaz@net2000.ch

Neuchâtel, le 22 février 2011